

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2686>



# L'Union européenne : direction l'implosion ?

- International -

Date de mise en ligne : mardi 27 novembre 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Crise grecque, Brexit, dynamiques nationalistes qui conduisent les droites extrêmes au pouvoir (Hongrie, Pologne, Autriche, Italie...), impasse sur la politique migratoire et immobilisme institutionnel : les menaces politiques se sont tellement accumulées ces dernières années pour l'Union Européenne que l'hypothèse d'une implosion à court ou moyen terme devient de plus en plus crédible. Certes, dès 1954, Jean Monnet annonçait que « l'Europe se fera dans les crises », mais la multiplication de celles-ci, économiques, démocratiques, politiques peut raisonnablement faire douter de la capacité de l'UE à rebondir.

La crise économique de 2008 a tout d'abord révélé la fragilité de l'UE et son incapacité endémique à faire face à une déflagration de l'ampleur de la crise des subprimes. Les multinationales et leurs correspondants politiques font leur la « stratégie du choc », se saisissant de la crise économique comme opportunité pour intensifier l'offensive contre les conquêtes sociales du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais l'austérité budgétaire, les politiques commerciales de libre-échange et le démantèlement imposé des droits sociaux ont conduit à une crise de légitimité sans précédent de l'UE. Dans le même temps, l'Union économique et monétaire (UEM) a manifestement et irrévocablement échoué, les économies de la périphérie subissent une crise sévère, et les économies du centre rencontrent des difficultés persistantes. La monnaie unique est devenue un instrument au service du capitalisme allemand pour instaurer une politique économique mercantiliste au moyen du dumping des salaires, et pour dicter - avec le soutien des autres économies du centre de l'UEM, et donc y compris de la France - des « réformes structurelles » qui provoquent la stagnation économique, la pauvreté et le chômage. La capitulation du gouvernement grec a montré que l'UEM comme l'Union européenne (UE) constituent des obstacles majeurs à toute tentative de modifier l'agenda néolibéral qui domine en Europe.

### **Autoritarisme bureaucratique**

Depuis 2015, les élites européennes cherchent donc à répondre à leur crise de légitimité. Et ce n'est pas la remise en cause d'une politique qui a pourtant failli qui guide la réflexion. Au contraire, le remède au mal se propose d'être encore et toujours plus violent. Le rapport des cinq présidents (les présidents de la Commission, de Conseil, de la BCE, de l'Euro groupe et du Parlement) concernant les perspectives d'achèvement de l'Euro zone, présenté le 22 juin 2015, en est l'illustration.

Ils proposent le renforcement des procédures d'édification de l'Euro zone en s'appuyant sur quatre piliers. Tout d'abord une véritable union économique, dont l'objectif serait la convergence des économies européennes, au moyen de réformes structurelles dans les domaines de l'économie, du marché du travail, de l'administration publique et du marché des produits et des services. Une union financière,

engloberait l'union bancaire et l'union des marchés financiers, avec l'objectif d'un seul et unique marché monétaire et financier européen.

Une union budgétaire, avec notamment l'adoption et la mise en service d'une austérité perpétuelle, au moyen de « stabilisateurs automatiques » qui diminueraient les dépenses et augmenteraient les impôts automatiquement, sans décisions politiques, chaque fois que la stabilité budgétaire serait menacée. Enfin, une union politique qui, d'après les auteurs du rapport, signifierait une représentation unique de l'Euro zone, un poste permanent de Président de l'Eurogroupe, et des « auditions » plus fréquentes des planificateurs de la politique économique européenne (Conseil, Commission, ministres des états-membres, troïka) par le Parlement européen.

Le trait commun de ces quatre propositions est la dépossession de toute souveraineté populaire pour décider des politiques économiques. Dans un contexte où chaque scrutin est l'occasion pour les peuples de sanctionner les politiques austéritaires, on voit bien où réside l'intérêt de se passer de leur avis.

### **L'Europe des droits ?**

La promesse d'une Europe gage de prospérité pour tou-tes s'est évanouie avec la réalité des politiques austéritaires imposées aux peuples depuis 2008. Les discours présentant l'UE comme un espace de défense des droits humains et démocratiques s'effondrent avec la réalité des politiques anti-migrant-es et la normalisation des politiques autoritaires. L'idée selon laquelle l'UE serait conjoncturellement néolibérale d'un point de vue économique, mais constituerait un rempart avec des valeurs progressistes et humanistes contre la barbarie, s'avère pour ce qu'elle est : une idéologie sans prise sur la réalité.

En effet, le renforcement du caractère anti démocratique de l'Union Européenne s'accompagne de deux autres processus politiques. D'une part, l'intensification des politiques migratoires racistes de la Forteresse Europe. Elle était inscrite dans les traités Dublin, dont l'accord entre l'Union européenne et la Turquie constitue l'étape la plus récente. Aujourd'hui, cet accord est au coeur des préoccupations géopolitiques de l'UE, dans la mesure où la rétention des 3 millions de personnes en situation de migration ou en demande d'asile en Turquie, qui veulent aller vers l'Europe est perçue comme une menace à la sécurité et à l'ordre européen. Le droit d'asile est enterré et le droit international est bafoué et contourné. Le tournant vers le totalitarisme du gouvernement d'Erdogan est non seulement toléré mais aussi financé, le discours de l'extrême-droite est justifié. Enfin, le caractère anti-démocratique des institutions européennes est désormais explicite : pour reprendre les termes de Jean-Claude Juncker, « il n'y a pas de choix démocratique contre les traités européens », ce dont ont témoigné l'expérience grecque mais

aussi les négociations sur le CETA et les OGM, qui, sans faire de bruit, ont été de manière décisive verrouillées, ou encore, au mois de juin dernier, les pressions pour refuser un ministre eurosceptique en Italie. La présence de l'extrême-droite dans différents gouvernements n'étant par contre plus considérée comme un sujet d'intérêt.

### **Impasse politique**

Si une crise se noue lorsque « ceux d'en bas ne veulent plus, et ceux d'en haut ne peuvent plus », alors il nous faut considérer avec sérieux la possibilité d'une dislocation de l'édifice européen. Car, aux crises économiques, sociales, et démocratique, s'ajoutent des tensions politiques au sein même des élites, tensions dont on ne voit pas les signes de résolutions.

En effet, la tentation représentée par E. Macron d'un fédéralisme autoritaire pour relancer le processus d'intégration est rejetée par la plupart des gouvernements. Ses soutiens se font rares. A.Merkel est contrainte par la situation politique allemande, et des pays majeurs comme l'Italie basculent. Les contradictions sont telles que les institutions européennes sont paralysées.

Dans la perspective des prochaines élections européennes, E. Macron cherche à imposer une lecture biaisée d'une opposition entre « forces progressistes » et « mouvements réactionnaires ». La réalité des politiques menées montre que cette opposition est factice, tant les désaccords ne sont pas insurmontables sur les enjeux démocratiques, économiques et des droits humains. Le désaccord porte sur la place respective que doivent jouer l'UE et les États dans la mise en oeuvre des politiques néolibérales autoritaires, et non sur les fondements de celles-ci. Le dumping fiscal au service des multinationales et des ultra-riches ne fait pas désaccord, la figure de l'ennemi extérieur pour retrouver une légitimité politique est une vieille méthode bien comprise par Collomb ou Salvini, la répression des mouvements sociaux, et notamment des mouvements d'aides aux migrant-es, est une réalité en France comme en Italie, et le peu de cas fait aux processus démocratiques une politique bien partagée.

Les mouvements progressistes en Europe sont, à l'heure actuelle, paralysés tant la difficulté est grande à sortir du cadre imposé. Certains à gauche seraient même tentés de surfer sur la montée du nationalisme pour répondre à la colère des peuples. D'autres ne veulent pas voir l'essence anti sociale et anti démocratique des projets libéraux portés par les élites de Bruxelles.

Pourtant, entre le néolibéralisme européiste et autoritaire d'un Macron, et le nationalisme « illibéral » d'un Orban, les motifs d'une opposition résolue à ces deux projets politiques sont fondamen-

taux. Défense de la souveraineté démocratique, solidarité entre les peuples, opposition au libre-échange des capitaux et des marchandises et libre circulation des êtres humains, rupture avec le productivisme et l'extractivisme, défense des droits démocratiques... Sur tous ces sujets essentiels nos deux adversaires partagent nombre de propositions. Pour reprendre pied, les mouvements de gauche en Europe pourraient commencer par affirmer la fidélité à leurs valeurs et principes, notamment internationalistes, tout en rompant avec ses illusions sur le caractère potentiellement progressiste de l'Union Européenne.

JULIEN RIVOIRE